



## Retranscription du point de presse hebdomadaire de l'ONUCI

(Abidjan, le 22 novembre 2007)

**Hamadoun Touré (Porte-parole de l'ONUCI):** Mesdames et messieurs bonjour et merci de venir à ce point de presse hebdomadaire. Je voudrais accueillir deux collègues qui vont faire des présentations, mais auparavant je vous donne deux points sur les activités du Représentant spécial du Secrétaire général Y.J. Choi, qui commence cet après-midi, ses contacts avec les acteurs politiques ivoiriens au plus haut niveau. Au cours du week-end, il se rendra à l'intérieur du pays, notamment à Bouaké et à Daloa pour y rencontrer le personnel civil et militaire de l'ONUCI. Après tous ces contacts, il donnera sa première conférence de presse dont je vous communiquerai la date le plus rapidement possible.

Comme je vous le disais d'entrée, il y a deux invités aujourd'hui. Léocadie Nahishakiye qui est de l'Unité Genre et Ahmedou Becaye Seck directeur de la division de l'assistance électorale que vous avez l'habitude de voir ici et que vous verrez très souvent. Léocadie vous parlera de la campagne sur la violence faite aux femmes qui commence le 25 novembre et qui va se prolonger jusqu'au 10 décembre 2007. Comme vous le savez, le 10 décembre marque la Journée internationale des Droits de l'homme. Donc, c'est certainement à dessein qu'on a choisi les dates pour célébrer ou pour mener cette campagne sur la violence faite aux femmes. Quant à Becaye, il a sillonné l'intérieur du pays récemment et va faire un point sur les audiences foraines. C'est quelque chose que nous voulons faire de manière périodique pour que nous soyons au même niveau d'information ou que vous ayez le point de vue de l'ONUCI sur le déroulement des audiences foraines. Sans plus tarder, Léocadie, je vous donne la parole.

**Léocadie Nahishakiye (Unité Genre- ONUCI) :** Je vous remercie Monsieur le Porte-parole. Mesdames, messieurs bonjour. Je suis là pour vous annoncer la campagne sur les violences faites aux femmes qui commence le 25 novembre pour s'achever le 10 décembre. Cela va être marqué par deux activités importantes, notamment le 1er décembre, la Journée internationale pour le VIH/SIDA et comme mon collègue vient de le dire, la Journée internationale des Droits de l'homme. Cette campagne cadre avec cela et très brièvement et concrètement, je voudrais souligner que cette Journée est très importante dans la mesure où les violences faites aux femmes sont une préoccupation pour les hommes, pour les femmes, pour tout le monde. C'est un problème universel qui n'est pas spécifique à la Côte d'Ivoire qui est un pays en conflit. Il faut noter que dans le monde, une femme sur trois, a subi une forme quelconque de violence dans sa vie. Nous allons peut-être échanger sur les différentes sortes de violences que nous pouvons noter autour de nous. Cela constitue en fait une épidémie qui détruit en fait la vie de la communauté et qui divise et freine le développement. Le deuxième point c'est qu'il y a le message du Secrétaire général. Je crois que ma collègue Eliane avec qui je travaille étroitement qui est le point focal Genre a distribué ce message. Je voudrais souligner que ce message, en fait, parle de trois points importants : que les violences faites aux femmes restent l'une des atteintes aux Droits de l'homme les plus courantes et les plus systématiques, les plus odieuses commises dans le monde.

Je que je voudrais souligner, c'est que dans beaucoup de pays, il y a beaucoup d'efforts qui sont faits pour mettre fin à ce fléau. Dans les pays il y a les lois qui ont changé, il y a les politiques. les pratiques et les comportements qui ont changé pour contribuer à mettre fin à ce fléau. Cependant ça reste un problème dans la mesure où ce fléau, ces violences, on les note dans la vie de tous les jours et le conflit aggrave la situation.

Au niveau de l'Unité Genre, avec les collègues, nous avons entamé depuis notre existence en tant qu'Unité, des [sessions] de sensibilisation et des formations à l'endroit de la société civile et sur les violences basées sur le Genre et notamment les violence faites aux femmes. Et là on l'a fait en partenariat avec notamment, la Division de la police onusienne qui nous a insérées dans leur programme de formation et nous avons formé 1750 gendarmes et policiers de Côte d'Ivoire. C'était l'année dernière, pour qu'en fait, eux soient saisis de cette question puisque ce sont des hommes de terrain qui reçoivent les cas de violences, des plaintes ainsi de suite. Et aussi dans le cadre de l'ONUFI, nous avons beaucoup collaboré avec le Bureau de l'Information Publique et chaque fois qu'il y a des forums ou des caravanes dont vous avez entendu parler, nous faisons des sensibilisations à l'endroit des populations sur le Genre et notamment les violences faites aux femmes. Et la troisième activité que nous avons eue, c'est qu'on a beaucoup travaillé avec le Ministère de la Famille et des Affaires Sociales qui est le cadre institutionnel. Il y a une Cellule de lutte contre les violences basées sur le Genre qui existe au niveau du Ministère avec laquelle nous collaborons pour faire des plaidoyers et nous les appuyons au niveau de l'élaboration des outils pour qu'ils s'en approprient, qu'ils fassent en fait les sensibilisation eux-mêmes au niveau de tout le territoire. Et pour terminer au niveau de nos activités, nous travaillons étroitement avec la Division des droits de l'homme dans le cadre de leur formation et de leur sensibilisation, puisque eux ils sont représentés dans les régions sur le terrain et ils font toujours des formations sur les violations des droits humains de façon générale et ils insèrent les cas de viols et des violences faites aux femmes. Et là ils le font systématiquement dans tout le pays. Pour vous dire que dans le cas concret de la Côte d'Ivoire, ce que l'ONUFI fait avec les partenaires, il y a des actions concrètes qui ont été menées. Il y a des réponses que les institutions en fait apportent aux victimes notamment aux prises en charge psychosociales, médicales ainsi de suite.

Pour le cas qui nous concerne de cette sensibilisation de ces 16 jours de campagne, c'est en fait marquer l'importance, montrer que c'est un problème qui reste. Bien sûr qu'on ne pourra pas mettre fin à cela. C'est tout simplement une sensibilisation, une campagne internationale et dans ce cadre il y a des activités qui sont menées et nous travaillons sous la tutelle du Ministère de la famille et c'est lui Ministère qui canalise et qui coordonne tout ça. Il y a des activités de campagne qui sont prévues, des activités de sensibilisation, des tables rondes et il y a des ONGs qui sont impliquées et nous, il y a des activités qu'on va mener dans ce cadre là en partenariat avec les autres, et pour cela il y a une déclaration qui sera faite par la Ministre plus tard. Moi c'est juste pour lancer ces jours de campagne et d'activisme. Je vous remercie.

**HT :** C'est moi qui vous remercie madame. Becaye.

**Ahmedou Becaye Seck (Division Assistance Electorale) :** Je suis heureux de vous retrouver pour parler avec vous de ce que nous avons constaté sur le terrain en ce qui concerne les audiences foraines. Vous savez que depuis 2006 nous en sommes à ce que nous appelons dans notre jargon la quatrième génération d'audiences foraines qui a été précédée depuis 2006 par trois autres génération d'audiences foraines. Celle-ci, qui a commencé donc le 25 septembre 2007 mobilise présentement 25 équipes sur le terrain, la dernière équipe à être déployée était celle de Port-Bouet qui l'a été le 05 novembre. Les équipes ont donc été déployées de manière progressive et elles s'attèlent aujourd'hui avec beaucoup d'application à la conduite de cette opération qui constitue l'un des grands chantiers posés par l'Accord politique de Ouagadougou.

Nous avons constaté sur le terrain une réelle volonté de nous donner corps et âme à cette opération, qui reste cependant limitée, très limitée puisque seules 25 équipes sur 111 prévues ont été déployées sur le terrain, mais cette opération a le mérite d'exister et il faut saluer que par rapport à ce que nous avons déjà vu durant les trois générations d'audiences foraines le climat est serein, apaisé. Aucune voie de fait, aucun acte de violence n'a été relevé sur l'étendue du territoire national.

Cette opération aussi a permis de constater une présence très forte des forces politiques qui dans leurs procédures d'observateurs continuent de participer à l'observation des audiences foraines et cette présence des partis politiques est visible en zone sud comme en zone centre nord et ouest. Il reste maintenant à encourager les autorités gouvernementales ivoiriennes à déployer le reste des équipes afin que cette opération puisse donc ratisser large, avoir un spectre beaucoup plus large et intéresser donc les pétitionnaires qui sont en attente de demander donc leur inscription sur le registre d'état civil. Voilà ce que nous tenons à vous apporter comme précision à l'issue de la tournée que nous avons effectuée sur toute l'étendue du territoire national où il y a véritablement une présence très remarquable des magistrats, une présence très forte des éléments du Centre de Commandement Intégré (CCI), présence très forte des partis politiques qui encadrent cette opération qui y participent et qui l'observent et nous pensons que c'est des signes encourageants pour le devenir de l'opération des audiences foraines.

**HT** : Merci mesdames, Messieurs, je vais ouvrir la série de questions en vous priant d'indiquer la personne à laquelle votre question est adressée.

**Paulin Zobo (Fraternité Matin) : J'ai deux questions à poser, la première à Mme Leocadie et la seconde à M. Seck. La première question porte sur le sujet dont elle a parlé tout à l'heure. Je voudrais savoir si par rapport aux activités qui ont été menées déjà sur le terrain, il y a en termes d'évaluation, est-ce qu'il ya des données statistiques pour évaluer la progression de la lutte contre les violences faites aux femmes parce que avant que l'ONUCI arrive, avant la guerre, il y avait beaucoup d'ONG qui s'en occupaient naturellement que avec la guerre, les chiffres on dû s'aggraver. Je voudrais donc savoir si au niveau du Gouvernement comme de l'ONUCI y a des éléments statistiques pour nous situer un peu sur l'évolution.**

LN : Merci pour la question, je suis d'accord avec vous qu'avec le conflit il y a quand même des aggravations. Cependant, il y a dans le cadre de notre collaboration au sein des agences des Nations Unies il y a le groupe de travail Genre qui est présidé par UNFPA. il y a une enquête qui a été faite sur les violences basées sur le genre au niveau du district d'Abidjan. Nous avons commencé par Abidjan et cette analyse là a été publiée et on pourra la partager avec vous, mais on n'aimerait pas systématiser et donner des chiffres avant d'avoir couvert toute la Côte d'Ivoire. Le rapport est déjà publié et on pourra le partager avec vous mais, les chiffres exacts, on va vous les communiquer quand toute l'étude sera terminée. Donc c'est en cours. Notre groupe de travail a noté effectivement qu'il y a un problème et qu'il faut une analyse. Donc c'est tout ce que je peux dire pour le moment. Il y a des rapports qui ont été faits, notamment le rapport d'Amnesty International et de Human Right Watch. Je crois qu'en ce moment ce sont des rapports qui sont à eux et vous pouvez peut être vous adresser à eux pour en savoir plus.

**HT** : Pour une question de méthodologie, est ce qu'on peut prendre toutes les questions sur le genre avant de passer aux audiences foraines.

**Paulin Zobo (Fraternité Matin) : Merci pour la visite qui a été effectuée sur le terrain, seulement le gouvernement, le Premier ministre a reçu récemment les diplomates accrédités en Côte d'Ivoire et leur a fait part des difficultés financières pour l'équipement des équipes techniques, vraiment on a besoin de véhicules, matériels. Donc est ce que vous avez des propositions ou qu'est ce que l'ONUCI peut faire sur le plan des équipements. Sinon on sait que les bailleurs de**

**fonds ont fait des promesses mais qu'ils viennent par rapport au projet qui est en cours. cour.**

**ABS :** Merci de nous poser cette question. Je dois rappeler que l'une des missions principales de l'ONUCI est de soutenir le processus de paix tel qu'il a été dessiné par l'Accord de Ouagadougou, et dans ce cadre l'ONUCI apporte un appui logistique au bon déroulement des opérations d'audiences foraines. Cet appui logistique est combiné aussi par un appui technique que nos équipes sur le terrain apportent à tous les acteurs de ce processus pour qu'il puisse se dérouler dans les meilleures conditions. Voilà en l'état actuel, ce que je répondre à votre question. Et cet appui logistique, me semble-t-il, est bien apprécié par les autorités du Ministère de la Justice.

**Peter Murphy (Reuters) :** *C'est une question assez générale. Je voulais savoir, si vous pouvez me faire un bilan de l'état d'avancement des enquêtes sur l'attentat contre le Premier ministre Guillaume Soro en juin dernier. Aussi, quel est l'état ou le statut des militaires marocains à Bouaké et quel est l'état d'avancement de l'enquête ?*

**HT :** Merci beaucoup. Ça n'a rien à voir avec les audiences foraines. C'est vrai. Le document ou le dossier relatif à l'attaque contre l'avion du Premier Ministre a été envoyé à New York. Il est en train d'être étudié au niveau des services compétents. C'est là que se trouve le dossier et il va de soi que dès que l'on aura des éléments là-dessus, on vous les communiquera. En ce qui concerne l'enquête sur les marocains, il y a une équipe marocaine qui est arrivée ici lundi soir à Abidjan, pour reprendre l'enquête. Vous savez que l'enquête avait été initiée une première fois. L'équipe était repartie au pays et je vous avais dit, je pense, lors de nos rencontres, que nous étions en discussion avec le Royaume Chérifien pour obtenir le retour de cette équipe. Elle est revenue lundi soir et se trouve actuellement à Bouaké, si je ne me trompe pas. L'équipe est à Bouaké et c'est à son retour qu'on aura les résultats de sa visite. Mais, je peux souligner que nous avons eu une collaboration du Royaume marocain, mais également des autorités ivoiriennes et cela me semble être un bon signe, qu'il faut saluer et encourager pour qu'on puisse avoir une issue à ce dossier, qui est douloureux aussi bien pour les marocains que pour les personnes qui auraient été victimes. Je dis « *auraient été* » parce que nous sommes encore à la phase de l'investigation. Quant aux soldats marocains, ils sont là. Ils travaillent, on vous l'a dit, et il y aura une rotation très prochainement, je crois le 28 novembre. En attendant les résultats de l'enquête, le contingent marocain est en C.I.

**Journaliste(VOA) :** *Quels sont les problèmes auxquels serait confronté le nouveau Représentant spécial. Où en est-on pour la réduction des postes d'observation de l'ONUCI après le démantèlement de la Zone de Confiance?*

**HT :** Les contacts avec les principaux acteurs politiques ivoiriens commencent cet après-midi. Son rôle, son mandat, c'est d'appuyer les acteurs ivoiriens dans la mise en œuvre rapide de l'accord de Ouagadougou. C'est dans ce sens que se situeront ses contacts et ses consultations. La 2ème question, c'est pour mon collègue militaire parce qu'il a demandé où est-ce que nous en étions sur le redéploiement et la réduction des postes d'observation depuis l'Accord d'Ouagadougou ? Vous savez que tous les deux mois, on doit réduire notre présence sur le terrain.

**Colonel Mustapha Dafir (Porte-parole militaire) :** Nous sommes en contact avec nos frères d'armes ivoiriens et en fonction de la situation sécuritaire autour de ces points d'observation et des régions où ils sont implantés, en ce moment là, une fois que l'évaluation est terminée, nous allons réduire le nombre des points d'observation. Merci. Pour le retard ou la lenteur du processus, c'est une question de sécurité et la sécurité c'est elle qui prévaut au premier lieu. D'abord la sécurité et puis on va voir le nombre de points d'observation. Merci.

**HT :** Apparemment il n'y a plus de questions. A la semaine prochaine.

\*\*\*\*\*

***Pour toute information supplémentaire, prière de contacter:***

Hamadoun Touré, Porte-parole,

Tél. : +225-06203317 ; Portable : + 225-05990075 ; Fax : +225-06203320

Email : [hamadoun@un.org](mailto:hamadoun@un.org)

Margherita Amodeo, Directrice de l'Information, Tél. : +225-20233305 ; Portable : +225-05990313

Email: [amodeo@un.org](mailto:amodeo@un.org)

<http://www.onuci.org>